

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/303/Add.2**

23 novembre 2001

(01-5984)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## **EXAMEN DES LÉGISLATIONS**

### Réponses du Brésil aux questions posées par les Communautés européennes et leurs États membres

#### Addendum

Par une communication datée du 22 novembre 2001, la Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat les réponses ci-après aux questions posées par les Communautés européennes et leurs États membres, qui ont été distribuées sous la cote IP/C/W/244.<sup>1</sup>

8. *Pourriez-vous préciser en quoi le quatrième paragraphe de l'article 2 de la Loi n° 9.609 sur la protection des logiciels - qui soumet cette protection au principe de réciprocité - est conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC (articles 3 et 9) et de la Convention de Berne (article 5) sur le traitement national?*

Le système de protection de la propriété intellectuelle en matière de programmes d'ordinateur est celui que prévoit pour les œuvres littéraires la législation sur le droit d'auteur et les droits connexes, conformément à la Convention de Berne et à l'Accord sur les ADPIC. Par conséquent, l'article 2, paragraphe 4, de la Loi n° 9.609 de 1998 doit être lu conjointement avec la prescription qui figure dans son paragraphe introductif et dans le paragraphe introductif de l'article 2 de la Loi n° 9.610 de 1998. En ce sens, le traitement national établi par la Loi n° 9.610 de 1998, la Loi sur le droit d'auteur, est appliqué.

33. *Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit le cas échéant des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple, la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.*

Dans le système juridique brésilien, l'octroi d'un droit de propriété peut être remis en question si les moyens permettant de créer ou d'obtenir l'objet du droit en question sont utilisés d'une manière illicite.

---

<sup>1</sup> Les réponses du Brésil à d'autres questions posées par les Communautés européennes et leurs États membres ont été distribuées sous la cote IP/C/W/303/Add.1.